

## CHRONIQUE.

15 juillet 1866.

Les événements ne prennent pas de vacances cette année et les journalistes non plus. Les événements paraissent même avoir choisi le temps où d'ordinaire les gens qui aiment le frais vont à la campagne pour se mettre en mouvement et éclater de tous les côtés à la fois. Tandis que le canon tonne en Europe, nos députés engagent, à Ottawa, leur dialogue annuel dont le télégraphe fidèle nous apporte chaque matin l'écho indiscret. Il pleut des nouvelles, mettez la main à la fenêtre si vous en doutez. Les colonnes des gazettes sont débordées et l'inondation s'étend presque aux terrains aurifères des annonces que les *Faits Divers* menacent d'envahir. Deux malles de l'Europe viennent chaque semaine verser sur la table éditoriale des amas de journaux qu'il faut dépouiller en toute hâte pour en tirer, au profit des lecteurs, quelques extraits, au lieu de déguster à loisir l'esprit pétillant des chroniques parisiennes et de savourer lentement la substance fortifiante de la prose, admirable de clarté, des articles politiques. La presse anglaise, qui pourrait mieux employer l'argent de ses généreux abonnés, se fait expédier, chaque nuit, cinq ou six colonnes d'éloquence parlementaire, qu'il faut bon gré mal gré consommer avant d'écrire son article éditorial.

Ce n'est pas tout. A peine le journaliste a-t-il commencé à tracer, de cette écriture relâchée particulière aux improvisateurs de la plume, sur une demi-feuille de papier fourni par l'état, ces mots, début obligé de tout article bien senti, (littérature ministérielle) : " Le ministère fort et puissant qui nous gouverne," ou ceux-ci (style démocratique) : " L'odieuse coterie qui nous